

UNIVERSITE DE TOULOUSE I- SCIENCES SOCIALES

ECOLE DOCTORALE DES SCIENCES DE L'ENTREPRISE

LE DROIT PENAL ET LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Thèse pour l'obtention du grade de Docteur en Droit

présentée et soutenue publiquement

le 30 novembre 2005

par

Soazig LEDAN

Membres du jury :

Madame Corinne MASCALA, Professeur à l'Université de Toulouse I, Directrice de la recherche.

Monsieur Jean-François BARBIERI, Professeur à l'Université de Toulouse I

Monsieur Bertrand DE LAMY, Professeur à l'Université de Toulouse I

Madame Marie-Anne FRISON-ROCHE, Professeur à l'institut de Sciences Politiques de Paris, Rapporteur.

Madame Valérie MALABAT, Professeur à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Rapporteur.

Défini comme l'ensemble des dispositions incriminant une circulation de fonds ou d'instruments financiers, le droit pénal relatif aux mouvements de capitaux est nécessaire puisqu'il sauvegarde des valeurs sociales essentielles. Néanmoins, en l'absence d'une politique criminelle établie, le législateur crée un empilage normatif lequel engendre une nébuleuse de mouvements de capitaux. Toutefois, en analysant l'objet de chaque incrimination, peuvent être mises en exergue des lignes directrices révélant une dichotomie entre les mouvements illicites de capitaux et les mouvements de capitaux illicites. Malgré la démonstration de leur nécessité et de leur cohérence, les incriminations relatives aux mouvements de capitaux semblent inadéquates par rapport aux phénomènes à combattre. En effet, les délinquants opacifient leur identité et le lieu où se situent leurs capitaux et ils exploitent la mobilité afin de se soustraire à l'application de la loi pénale. Ils bénéficient aussi de pratiques criminogènes réalisées par des tiers et de règles répressives qui s'avèrent servir la finalité inverse de celle qui leur est naturelle. La coexistence entre ces facteurs criminogènes et les instruments usuels et spécifiques destinés à améliorer la détection et la répression de ces infractions, révèle l'insuffisance de ces derniers. Afin de parfaire cette lutte, de nouveaux instruments sont à l'étude. Ces derniers doivent pourtant être complétés. Est proposée la création d'un corps de règles pénales et non pénales, substantielles et procédurales, dérogatoires au droit commun, mais qui seraient strictement encadrées par le législateur.

Mots clés :

Circulation de fonds ; circulation d'instruments financiers ; organisations criminelles ; délinquance financière ; intérêts sauvegardés ; facteurs criminogènes ; lutte nationale ; lutte internationale.

SOMMAIRE

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)

INTRODUCTION.....	5
PREMIERE PARTIE : LA DETERMINATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX PROHIBES PAR LE DROIT PENAL.....	25
TITRE I : La ratio legis des incriminations relatives aux mouvements de capitaux.....	28
CHAPITRE I / La protection de l'intérêt général.....	31
Section 1 – La préservation de l'Etat et des Communautés européennes.....	33
Section 2 – La préservation de l'économie.....	52
CHAPITRE II / La protection des intérêts particuliers.....	84
Section 1 – La protection des propriétaires de capitaux et des créanciers.....	86
Section 2 – La protection indirecte des professionnels.....	116
TITRE II : L'objet des incriminations relatives aux mouvements de capitaux.....	144
CHAPITRE I / Le droit pénal et les mouvements illicites de capitaux.....	147
Section 1 – La dissimulation illicite des capitaux.....	148
Section 2 – La transmission illicite des capitaux.....	167
CHAPITRE II / Le droit pénal et les mouvements de capitaux illicites.....	197
Section 1 – Le transfert des capitaux illicites.....	200
Section 2 – La légitimation des capitaux illicites.....	220
DEUXIEME PARTIE : LA QUESTION DE L'EFFECTIVITE DES INCRIMINATIONS RELATIVES AUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX.....	243
TITRE I : L'étiologie de l'inefficience de la lutte contre la délinquance relative aux mouvements de capitaux.....	246
CHAPITRE I / Des règles répressives criminogènes.....	248
Section 1 – Les causes de l'impunité éventuelle.....	249
Section 2 – Les causes de l'impunité effective.....	263
CHAPITRE II / Des pratiques criminogènes.....	298
Section 1 – L'exploitation active par les délinquants de pratiques criminogènes.....	299
Section 2 – L'exploitation passive par les délinquants de pratiques criminogènes.....	326
TITRE II : La répression perfectible de la délinquance relative aux mouvements de capitaux.....	356
CHAPITRE I / Les instruments actuels de la lutte contre la délinquance relative aux mouvements de capitaux.....	357
Section 1 – La révélation des infractions relatives aux mouvements de capitaux.....	359
Section 2 – La répression des infractions relatives aux mouvements de capitaux.....	394
CHAPITRE II / L'analyse prospective des instruments luttant contre la délinquance relative aux mouvements de capitaux.....	441
Section 1 – Les instruments envisagés.....	442
Section 2 – Les instruments envisageables.....	464
CONCLUSION.....	498